

Mars 2005 N° 25

Service chrétien international pour la Paix Groupe Volontaires Outre-Mer

Editorial

Je sais que nous avons souvent soulevé le thème financier, mais travaillant depuis plusieurs années au sein d'une organisation où le problème de la recherche de fonds est un thème récurrent, l'avalanche de dons, en faveur des victimes du Tsunami, m'a laissée un tantinet perplexe…

Comment expliquer que, dans un contexte socio-politique pour le moins morose, les gens comme vous et moi aient été si prompts à se montrer généreux ? Comment expliquer leur dons alors qu'ils sont constamment sollicités, qu'ils se montrent toujours plus difficiles à convaincre et que le «gâteau» se réduit comme peau de chagrin ? Qu'est-ce qui a bien pu les motiver à faire preuve d'un tel élan de solidarité? L'émotion devant le choc de la puissance des images ? L'effroi commun et l'incompréhension face à la force imprévisible de Dame Nature ? Le souvenir moelleux de vacances ensoleillées dans ces contrées lointaines et souriantes ? La présence apprivoisée de nombreux Tamouls au sein de notre population qui rend le Sri Lanka un peu plus proche ?

Oui, il y a bien un peu de tout ça, mais ça n'explique toujours pas pourquoi, en une journée, les Suisses comme vous et moi se sont engagés à verser à la chaîne du Bonheur quelques Sfr 114'000'000.- le jour de la collecte sans qu'aucun projet concret ne leur ait été présenté... L'effet d'émulation collective, stimulé par le matraquage de la télévision et de la radio, a sans doute joué comme a joué également le sentiment de malaise d'avoir baigné dans la trêve de Noël alors qu'au même moment des dizaines de milliers de personnes disparaissaient de la surface de la terre; le don a peut-être aussi été une offrande «aux Dieux» pour avoir été épargné, une obole pour se libérer des images cauchemardesques….

Quelle qu'ait été la motivation, le fait de s'être montré généreux soulage souvent mais ce geste devrait conférer à celui qui l'a accompli une nouvelle responsabilité: veiller à ce qu'une aide adéquate soit apportée aux populations qu'il a désiré soutenir. Les donateurs, comme vous et moi, devraient exiger des comptes sur ce qui a été fait concrètement avec leur argent et ce jusqu'au dernier centime. Par solidarité.

Béatrice Faidutti Lueber

Sommaire



Action

Organismes Génétiquement Modifiés

Grégoire Stadelmann vient de terminer son contrat au sein de la Red Ciudadana Frente a los Transgénicos (Réseau Citoyen contre les OGM), à San Salvador, au Salvador. En juin 2004, ce réseau publiait un communiqué de presse sur le thème des Organismes Génétiquement Modifiés (OGM) et de l'aide alimentaire, qui sert de base à l'article ci-dessous.

Les aliments génétiquement modifiés sont déjà dans nos assiettes !!!

Le commerce d'aliments génétiquement modifiés entrepris par les entreprises transnationales avance à pas gigantesques dans le monde. Les principaux pays producteurs d'OGM sont les USA, l'Argentine, le Canada, la Chine, le Brésil et l'Afrique du Sud, pays exportateurs vers le Salvador qui lui reçoit, de ces mêmes pays, d'importants dons sous forme d'aide alimentaire.

Depuis plusieurs années, le gouvernement salvadorien, à travers le Secrétariat National de la Famille, a implanté des programmes d'aide destinés aux populations les plus vulnérables. Il organise des journées de distribution de denrées alimentaires - maïs jaune en grains, farine de maïs, farine de maïs avec du soja, huile - provenant principalement du Programme Mondial Alimentaire des Nations Unies (PMA). La majeur partie de ces dons provient en fait des Etats-Unis.

La Red Ciudadana Frente a los Transgénicos a réalisé, durant les années 2003 et 2004, une série de tests scientifiques sur des échantillons d'aliments provenant des dons du PMA. Les résultats de cette analyse confirment la présence d'OGM.

De nombreuses études scientifiques montrent que les OGM ne sont pas inoffensifs pour la santé, contrairement à ce que les entreprises biotechniques prétendent vouloir faire croire à la population. Il est prouvé que les transgéniques, en plus d'avoir un impact négatif sur la santé, occasionnent des dégâts irréversibles sur l'environnement, l'économie en particulier au niveau local, et la culture des personnes qui en consomment.

Les consommateurs et consommatrices ne sont pas informés des risques occasionnés par les transgéniques. Il y a donc là une violation claire de leurs droits.

C'est pourquoi, la Red Ciudadana Frente a los Transgénicos rejette l'importation, la production et la commercialisation des OGM et exige :
- l'application du principe de précaution contenu dans l'accord sur la diversité biologique, ratifié par le Salvador le 8 septembre 1994.
- un moratoire de 5 années sur les transgéniques, durant lequel les preuves de l'innocuité et la fiabilité des OGM seront fournies.
- que le gouvernement mette en place des règles juridiques et administratives qui protègent les droits des consommateurs, des agriculteurs et des indigènes face à l'expérimentation, l'introduction et la commercialisation des OGM au Salvador tel que l'établit l'article 30 de la loi sur les semences.
- que le gouvernement salvadorien crée une stratégie d'information et de communication sur l'existence des aliments génétiquement modifiés dans le pays et sur leurs graves impacts.

Cécile Hétault

Réaction

Suite à ce communiqué de presse, un article de Steven Lewis de Food Chemical News aux Etats-Unis, a été publié sur le site Internet genet-info.org par le 21 juin 2004. En voici la teneur, résumée.

Des factions anti-OGM salvadoriennes espèrent bloquer l'importation de nourriture.

Steven Lewis commence par dénoncer des récentes tentatives d'organisations anti-OGM, au Salvador, pour bloquer des importations de produits alimentaires issus de processus biotechnologiques qui ont mis en évidence le vide légal de ce pays en matière de politique biotechnologique.

S'appuyant sur le tremblement de terre de 2001 pour expliquer l'afflux d'aide alimentaire parmi laquelle on trouve des produits contenant des OGM, Steven Lewis fait remarquer que la loi salvadorienne n'établit pas de lignes directrices en matière d'importation de produits alimentaires transgéniques.

Suite à la demande de la Red Ciudadana Frente a los Transgénicos d'interdire les produits alimentaires contenant des OGM, M. Lewis souligne que, même si le gouvernement n'a pas défini de politique quant à l'entrée des produits alimentaires dans le pays, il n'a pas non plus défini de politique leur en interdisant l'entrée. Important depuis de longues années des denrées alimentaires sans s'occuper de leur contenu transgénique, le Salvador a, de facto, une politique qui permet la consommation de produits transgéniques.

M. Lewis rappelle que Daysi de Marquez, représentante officielle du Programme Alimentaire Mondial de l'ONU au Salvador, a publié une déclaration reconnaissant que l'aide alimentaire pouvait contenir des éléments transgéniques. Néanmoins, elle a repoussé l'allégation selon laquelle ce type de nourriture pouvait être nocif pour la santé des pauvres du pays, ajoutant que cette nourriture avait été fortifiée afin d'accroître les apports nutritifs pour les personnes souffrant de malnutrition.

M. Lewis résumant la position des dirigeants des entreprises exportatrices spécule que l'une des raisons derrière la tentative de blocage de l'entrée au Salvador de produits biotechnologiques serait de limiter le commerce de produits alimentaires dans le cadre du CAFTA (Traité de Libre Echange).

A son avis, cette bataille visant à bloquer le Traité de Libre Echange entre l'Amérique Centrale et les Etats-Unis est perdue d'avance.

Selon M. Lewis, les factions «anti-OGM» tentent de rallier divers courants pour faire pression sur les parlementaires fédéraux salvadoriens afin d'obtenir un moratoire sur l'importation de produits alimentaires transgéniques. Des courants plutôt de gauche au sein du parlement ont exprimé leur soutien à une telle initiative, mais il est peu probable qu'ils rassemblent suffisamment de votes pour faire adopter cette législation.

Le parti conservateur de l'ARENA, qui détient encore fermement le pouvoir politique, a adopté une position généralement favorable aux transgéniques. Le Salvador fait d'ailleurs partie des nations latino-américaines ayant soutenu les demandes étatsuniennes pour que l'Union Européenne lève son moratoire informel sur les nouvelles approbations de produits transgéniques.

Le communiqué de presse conclut que si l'on tient compte du climat politique actuel au Salvador et du fait que ce pays dépend fortement de l'importation de produits alimentaires des Etats-Unis, il est peu probable que la Red Ciudadana Frente a los Transgénicos parvienne prochainement à endiguer l'arrivage de produits transgéniques.

Cécile Hétault

Réalité

Kinder der Panamericana

Cela fait une année que Jeannette et Thomas vivent à Esteli, au Nicaragua. Confrontée à la dure réalité des enfants des rues, des femmes en prison, du manque de perspectives pour la jeunesse, Jeannette partage avec nous ces quelques mots. Exceptionnellement ce texte paraît en allemand car il est si difficile de traduire un tel texte en français sans en perdre la beauté. Il s'agit d'un poème sur le quotidien de nombreux enfants qui se retrouvent chaque matin aux abords de la "panaméricaine", cette grande artère qui traverse le pays du Sud au Nord. Ces enfants qui ne perdent pas espoir et qui portent en eux, encore et toujours, des rêves. Ces enfants qui continuent de sourire car la vie en dépend. Malgré tout. Nadia Godi

Sie gehen auf den staubigen Strassen der Stadt
allein, mit andern
die Wangen verklebt
barfuss, klein, mit altem Blick, mutterseelenlos

Sie gehen gemeinsam mit den Flöhen und Hunden
zur grossen Strasse, die viel verspricht
müde, doch mit wachem Geist
putzen sie Schuhe, verkaufen, betteln

da gehen sie entlang mit ihren Träumen
begleitet vom Rauschen der Güterwagen
lernen, wer geben kann
und wer nehmen muss

sie gehen weiter
wissend, Bananen sind schneller
von dort schickt die Tante Dollars, die Mutter steckt
Colones ins Couvert
geopfert wird Heimat

sie gehen stolz auf ihrer Panamericana
eine Strasse zementiert aus Hoffnungen und Lügen
nährt sie die Sehnsucht jener, die nicht für ihre Launen
bezahlen

Schule ist für volle Bäuche oder für jene mit einer
Vaterstimme im Haus

Tag für Tag gehen mehr
mit dem Wunsch nach einem gerechten Lohn

Unkraut, gewachsen aus Abschiedstränen
säumt die endlose Strasse

Viele ahnen,
was sie verlangt
für den Reichtum aller
für die Globalisierung aller

sie bezahlen einen Preis
die Kinder und ihre Kinder und ihre Kinder
jene die haben, sagen, dies sei nötig
für eine Zukunft

Jesus wurde ans Kreuz geschlagen für die Sünden aller
Gott opfert niemand mehr
daran glauben sie
darum beten sie

darum lachen sie
für uns
ihren Müttern und Vätern in der Ferne
kitzelt es davon in der Nase

Wer lachen kann, hat Heimat
wer nicht lachen kann, ist vielleicht fremd
wer das lachen nicht mehr hört, ist bestimmt schon tot

sie lachen
ihr leben hängt daran

Jeannette Büsser

Synergies

Le savoir-faire fait partie de l'économie communautaire

Diego, architecte, travaille avec l'association Red de Alternativas Sustentables Agropecuarias de Jalisco (RASA). Il s'agit d'un réseau spécialisé dans l'agro-écologie qui soutient des communautés indigènes et paysannes de cet Etat du Mexique.

Introduction à l'économie wixárika (1).

Le 16 novembre à Ocota de la Sierra nous nous sommes levés avant l'aube pour aller au kaliwei (2). En face, dans la cour, il y avait un grand feu autour duquel s'étaient rassemblés les membres du comité du magasin communautaire "Xapawiyeme (3)". Il faisait très froid. Coude à coude, nous nous sommes rapprochés autant que possible du feu, en attendant d'être au complet pour commencer la cérémonie au



Photo: D. Etcheverri Chollet

cours de laquelle nous avons allumé des bougies, bu du tejuino (4) et sacrifié une poule. C'était une date importante pour la localité: le magasin communautaire fêtait son premier anniversaire et on remerciait la Terre pour le travail accompli.
Ce fut une grande fête. D'ailleurs, elle avait commencé la veille avec le début des tournois sportifs. Les hommes avaient joué au foot et les femmes au volley. Nous avions fait une équipe avec ceux du magasin communautaire, ceux d'Ajagi et quelques participants des derniers ateliers d'économie. Malgré la présence de très bons joueurs et notre uniforme très impressionnant, nous avions été éliminés dès le premier match et n'avions même pas pu passer aux demi-finales. De son côté, l'équipe féminine de volley du magasin remportait la première place.
Après la fin des tournois, les gens se sont réunis pour écouter le rapport du comité du magasin communautaire. Ils ont présenté comptes, gains, dépenses et le bilan de toute l'année. Le rapport fut très clair et la confiance des autorités et de la population s'est trouvée renforcée. Ensuite, il y a eu une tombola et on a offert à manger et du tejuino. Peu à peu la fête s'est égayée, la musique et la danse ont duré presque toute la nuit.
Les bénéfices du magasin communautaire sont palpables : pour acheter outils, matériaux de culture et de construction, accessoires pour la cuisine et la maison, accessoires sportifs, papeterie, chaussures et tissus pour la confection d'habits, les gens d'Ocota et environs ne doivent plus aller aussi loin, jusqu'aux villages métis. Le magasin est un élément fondamental de la réactivation économique de la région. En plus, il a créé des emplois et il produit des revenus importants pour la communauté. Par ailleurs, des ateliers d'économie ont donné lieu à une réflexion très intéressante pour le renforcement de l'autonomie du peuple wixárika.
Le texte suivant recueille les paroles de Don Pedro de Haro qui est, avec ses 83 ans, une des autorités spirituelles et morales du peuple wixárika. Ce texte, paru dans le numéro d'octobre de la revue Ojarasca (5), rassemble les principales réflexions qui sont le résultat des ateliers d'économie.

Diego Etcheverri Chollet

La voix du Sud

Tout vient de l'apprentissage de l'autonomie.

«On ne peut dépenser sans produire. Voyons, combien de gens dépendent de nous? Comment se nourrit la ville, grande comme elle est? En dépensant. Elle ne produit rien à manger. A la campagne les gens mangent ce qu'ils cultivent. Comment feront-ils pour vivre dans la ville lorsqu'il n'y aura que de l'argent et qu'il n'y aura plus personne pour produire de quoi manger ?
Nous ne pouvons pas concurrencer ceux de Conasupo ou de Diconsa(6), qui amènent du maïs génétiquement modifié, mais nous pouvons nous défendre. La seule solution est de ne rien leur acheter. Il faut que nous gardions nos graines.
Il faut aussi que les gens s'organisent pour produire ce qui est nécessaire et faire des recherches pour créer nos propres industries et les mettre en marche immédiatement. Car c'est ainsi que les grandes entreprises ont constitué leur capital. Maintenant nous en sommes dépendants. Nous devons donc développer nos capacités techniques de production.
Un exemple ? Les engrais : beaucoup de salopards s'enrichissent en nous vendant des engrais chimiques. Nous devons produire notre propre engrais et fortifier nos sols nous-mêmes. Nous dépendons tous de la terre et elle veut nous donner suffisamment de quoi vivre mais certains l'en empêchent. Nous devons perpétuer notre costumbre (7).
Il nous faut commencer tout de suite. Le plus important c'est le début : produire. Le début c'est la terre, être bien avec elle. Ce que le gouvernement nous avait donné a disparu sans laisser de traces : quand ils nous ont donné des crédits, on peut dire que tout est parti dans la mer. Voici la réalité : la terre produit tout ce qu'on veut… il faut seulement l'aider. Ce qu'il nous faut c'est produire de quoi vivre, et vendre les excédents. Nous avons réalisé que nous pouvons produire ce dont on a besoin. Même si c'était un petit peu, ce serait déjà bien.


Indiens wixarikas Photo: D. Etcheverri Chollet

Il faut s'engager et s'organiser pour réussir. S'il n'y a pas de groupe de travail il n'y a rien : il faut un groupe responsable et engagé vis-à-vis de la terre.

On peut faire et produire beaucoup de choses pour vendre, ou échanger dans la communauté et à l'extérieur de celle-ci, pour couvrir nos besoins. Il faut seulement bien s'organiser. En travaillant pour d'autres, quand allons nous y arriver ? Jamais. Ici se trouve la terre et tout ce qu'il nous faut.
Le peuple wixarika a toujours agi fidèle à ses traditions. Cela aide beaucoup notre propre économie.
Il est important de réfléchir aux moyens dont dispose la communauté pour défendre ses ressources. Il faudrait repérer les points d'eau et penser à l'usage que nous en faisons. Il faut aussi voir ce dont la terre a besoin. Je sais que maintenant il existe des moyens d'augmenter les récoltes de maïs. Dans certains endroits, comme à El Capulín, la terre était généreuse mais elle a été dévastée par les envahisseurs métis et quelques indigènes.
Pour mettre en place une économie il faut produire en profitant de tout ce qu'on a à disposition : le verre, le cuir, les matières pour produire des teintures, tout ce qui est nécessaire pour produire.

Il est très important de reconnaître notre savoir-faire (ce qui, à l'école, est la dernière chose qui les intéresse). Toutes les façons de se former et d'apprendre, ainsi que toutes les manières de produire et de se soigner, sont étroitement liées à l'autonomie. Une visite chez le docteur coûte, au minimum 150 pesos, sans compter les médicaments. Avec les médicaments cela devient inabordable. Heureusement nous, les Wixaritari, avons nos propres moyens, et s'il n'y a plus beaucoup de gens qui y croient encore c'est par la faute du gouvernement qui ne résout rien, et chaque fois moins. Il paraît même que maintenant ils nous volent le sang pour faire de la recherche, soit disant pour se guérir eux. Tout n'est que prédation et vol avec la complicité du gouvernement et la manipulation de lois élastiques : le pays est en crise. Comment veulent-ils ainsi que le Mexique ait une économie qui lui appartienne ?

Ils veulent même nous faire payer l'eau. Voilà le meilleur exemple : les eaux gazeuses, la bière. Ils nous empoisonnent avec notre propre eau. Ils appellent cela du commerce ! En ville, il faut même payer pour aller aux toilettes.
Il est encore temps de penser à une économie autonome, une économie communautaire. Le magasin communautaire nous permet d'être indépendants économiquement et les gens ne doivent pas aller aussi loin pour acheter ce dont ils ont besoin.
Les crédits ne sont pas non plus la panacée. Combien de programmes de Fonds Régionaux(8) ont échoué ? Bien sûr, ils sont réalisés de façon individuelle, et un individu seul ne va pas très loin.
La seule solution est d'avoir une production autonome, car si on continue d'acheter on ne s'en sortira jamais. Le savoir-faire fait partie de l'économie communautaire, si nous ne le transmettons pas, il se perd et nous appauvrit.
En récupérant nos terres, nous récupérons notre autonomie économique. Grâce aux projets communautaires nous pouvons générer des profits qui peuvent être réinvestis dans de nouveaux projets et dans la recherche de solutions pour obtenir de meilleures récoltes et fortifier la vie paysanne.

Pedro de Haro


Don Pedro de Haro Photo: D. Etcheverri Chollet

(1) wixárika : se prononce ouirrarika ; véritable nom du peuple que nous appelons huichol en espagnol.
(2) kaliwei : centre cérémoniel wixárika.
(3) Xapawiyeme : nom symbolique que la communauté a donné au magasin de Ocota, Xapawiyeme est l'un des cinq lieux sacrés de pèlerinage wixárika.
(4) tejuino : boisson de maïs fermenté.
(5) Ojarasca : Supplément mensuel du journal La Jornada qui , avec le numéro 90 paru en octobre, vient de fêter 15 ans d'offrir un espace pour la voix des peuples indigènes.
(6) Conasupo et Diconsa : magasins subventionnés par le gouvernement. Ils conforment une partie de la "lutte contre la pauvreté", mais en réalité ils accentuent la dépendance et subventionnent l'entrée des industries agroalimentaires à des marchés lointains et d'accès difficile.
(7) Costumbre : ensemble de coutumes et croyances traditionnelles qui conforment la philosophie huichole.
(8) Fonds Régionaux : programmes de crédits accordés par le gouvernement avec lequel la somme confiée doit être remboursée après un temps défini selon le projet.

Initiative de Genève pour la paix dans les Grands Lacs

Du 13 au 22 décembre 2004, l' «Initiative de Genève pour la paix dans les Grands Lacs» a tenu sa deuxième rencontre à Bujumbura, au Burundi. Cette initiative avait été lancée en avril 2003 avec la rencontre à Genève de 25 «leaders intermédiaires» issus de la région des Grands Lacs (Burundi, République Démocratique du Congo, Rwanda), organisée par Eirene Suisse en collaboration avec la Cotmec. A cette occasion, le groupe réuni, dont les membres sont issus de communautés ethniques présentées comme antagonistes, avait pu dégager une lecture commune de la crise qui secoue la région depuis les indépendances, et dont le génocide au Rwanda constitue le point culminant. Animés par le même souci de promouvoir la paix et un «mieux-vivre ensemble» au delà des barrières de la haine et de l'intolérance, ils avaient alors décidé de se constituer en réseau pour se mobiliser ensemble sur le terrain auprès des populations.


Photo: J. Strobel Visite d'une ONG pour la défense des droits de l'homme

Si la première rencontre cherchait à s'inspirer de l'esprit d'une ville dont le rayonnement est souvent associé à la paix, il s'agissait, pour la seconde session, de pénétrer au cœur de la crise et de se réunir au Burundi, là où se dessinent aujourd'hui les pistes d'une solution pacifique à plus de dix ans d'une guerre civile dévastatrice. La rencontre de Bujumbura avait pour objectif de mettre sur pied un plan d'action commun pour une période de trois ans, permettant de traduire en projets de terrain cette volonté conjointe de dépasser les clivages et d'agir pour la paix. Un défi de taille pour un groupe certes soudé dans son objectif mais physiquement disséminé aux quatre coins d'une région instable, ainsi que dans le reste du monde (Sénégal, Kenya, Europe et Etats-Unis), puisque le réseau inclut aussi des membres de la diaspora. Sans compter que ce réseau de bénévoles repose essentiellement sur l'engagement individuel, ce qui témoigne de la profondeur et de l'honnêteté de la démarche des protogonistes.

Au terme de cette session, le défi a été relevé. Une stratégie d'action tout à fait inédite a été retenue: se définissant ni comme une ONG, ni comme un guichet financier, mais comme un espace de concertation et de mobilisation, le réseau a décidé de se doter d'une structure oeuvrant à la «germination» de projets de terrain construits collectivement, un lieu d'accompagnement à l'émergence des initiatives innovantes contribuant à la paix et au mieux-vivre ensemble dans la région. Une dizaine de «graines» de projets ont ainsi été amenées dans le panier commun: des actions aux formes variées qui se retrouvent dans l'objectif partagé de stimuler les rencontres et les échanges intercommunautaires, de défendre les droits de la personne et de promouvoir une culture du dialogue. Par exemple, grâce à la promotion de médias responsables et citoyens, diffusant une information alternative en faveur de la paix et d'une culture démocratique, ou encore en organisant des ballets communautaires pour permettre aux membres des différentes communautés de se retrouver dans leur identité et d'échanger sur leurs cultures. Stimuler la coopération régionale s'inscrit aussi dans les buts du réseau : un atelier spécial sur la coopération interuniversitaire, organisé par l'initiative, a permis d'offrir à une vingtaine de responsables d'universités de la région de réfléchir au rôle positif pour la paix que pourraient jouer les institutions académiques au sein de la société des Grands Lacs.


Photo: J. Strobel


Photo: J. Strobel Participants à l'atelier de Bujumbura

Fonctionner en réseau permet d'avoir accès à une grande diversité de formes d'actions, en profitant notamment des compétences multiples des membres et des synergies croisées. Les lieux de dialogues ouverts (où il est possible de parler ouvertement des ethnies par exemple) sont trop rares dans une région aux identités autant meurtries que meurtrières. Le besoin d'agir de la diaspora est lui aussi trop souvent négligé, alors que son influence pourrait s'exercer positivement et sa participation contribuer à une

Un grand merci à toutes les nombreuses personnes qui ont soutenu financièrement la tenue de ce deuxième volet.

salutaire prise de recul identitaire. Cette initiative participe donc aussi à l'avènement d'un lien Nord-Sud plus centré sur l'inclusion, la réciprocité et la rencontre, au sein duquel le rôle du volontariat prend tout son sens : par son regard culturellement neuf, ses approches différentes, il peut aussi contribuer à la mise à nu des mécanismes de la crise et à l'émergence de solutions novatrices. Mais l'initiative se veut plus qu'un espace de débats et d'interpellation, elle se veut aussi dynamique et réactive face à la dure réalité de la région. D'où l'importance accordée aux «graines» sélectionnées à Bujumbura et que le réseau va maintenant faire fructifier. L'initiative ouvre ainsi un nouvel horizon en devenir et tente de montrer que, même au plus fort de la crise, la région continue à pouvoir dégager un réel potentiel de paix.

Jérôme Strobel

Pour en savoir plus sur cette initiative contacter l'équipe de coordination :
Jérôme Strobel, 022 708 00 78
jerome.strobel@eip.ch , ou
Justin Kahamaile 022 797 49 48
kahamail@worldcom.ch



Nettoyage et/ou aide sociale

Propos

Le métier de femme de ménage est souvent social.

«Un jour, je suis allée faire un travail temporaire de nettoyage chez une dame. Elle avait un grand problème de dépression. C'était très sale, les armoires étaient pleines de denrées alimentaires périmées et parmi ces produits, on voyait des cafards partout.
J'ai tout jeté, tué les petites bêtes et tout nettoyé.
La dame était très contente et m'a fait un grand sourire. Je suis retournée encore quelques fois chez elle et c'est toujours avec le sourire qu'elle me recevait».

«Ma patronne est à l'hôpital. Je suis allée la trouver. Elle était très contente de me voir. Elle m'a dit avoir peu de visite, ses enfants vivent loin».



«J'ai commencé à travailler chez une dame très méchante, mais je la plaignais beaucoup. Elle était sûrement très malheureuse pour être ainsi. J'ai accepté beaucoup de choses: elle me disait des mots racistes et j'acceptais en pensant qu'elle allait changer quand elle me connaîtrait mieux. Je voulais que tout soit propre chez elle pour qu'elle soit heureuse. Puis j'ai quand même arrêté, je ne pouvais plus l'entendre me traiter ainsi».

«Ma patronne qui est âgée m'offre toujours un café et nous discutons un petit moment. Ses enfants ont fait de grandes études et elle en est très fière. Mais malheureusement, ils sont tellement occupés par leur travail qu'ils ne viennent presque plus la trouver, seulement lors de grandes occasions. Dans notre pays, nos parents vivent avec nous. Ils sont moins seuls et nous rendent de grands services comme aider à préparer les repas, garder les enfants. Des fois, je reste un moment après mes heures pour bavarder et lui tenir compagnie».

Témoignages recueillis par
Pascale Kohli

Départs

Anne-Catherine Bickel participera en avril à un échange Sud-Sud entre la Funprocoop (Salvador) et l'organisation Mujeres por el Derecho a Decidir (MDD) de Cordoba en Argentine. Cette dernière organisation promeut les droits et l'organisation des femmes. Anne-Catherine formera les personnes de MDD dans le domaine de la systématisation participative des expériences et des succès de l'organisation.

Noé Valladarès cinéaste salvadorien, est un ancien volontaire GVOM. Dans le cadre d'une mission courte durée, il retournera consolider les projets de la télévision Arbol à Montevideo en Uruguay. Il s'agit de programmes de télévision réalisés par et pour les personnes des quartiers populaires. Cette télévision non commerciale contribue à renforcer le tissu social et l'estime de soi de la population.

Catherine Zürcher est licenciée en sciences politiques. Depuis la mi-janvier, elle travaille comme volontaire avec l'Associaciòn Servicios de Promociòn Laboral (ASEPROLA) à San José, au Costa Rica. Elle appuye ASEPROLA dans le domaine de la défense des droits du travail. Elle collabore notamment à la recherche, l'information et la mobilisation autour des impacts de la politique macroéconomique de libre échange qui se répercutent sur tous les secteurs sociaux de la région centre américaine.

Theo Bus est théologien et journaliste. Dès le mois de mai , il intégrera l'équipe du Centre Interécclésiastique des Etudes Théologiques et Sociales (CIEETS) à Managua, au Nicaragua. Dans ces régions rurales pauvres, le CIEETS appuie la formation de liders communautaires et écclésiaux et forme la communauté dans les domaines de l'agroécologie. De plus, il élabore et développe des projets communautaires de développement agroécologiques. Theo conseillera et formera l'équipe de formation du CIEETS.

Francine Haberstih est partie fin janvier pour Haïti et appuie, pendant 5 mois, la bibliothèque de l'école professionnelle de Désarmes. Elle forme 2-3 personnes pour permettre une ouverture et un suivi régulier de la bibliothèque. Elle suit également des écoliers et leurs professeurs, pour que les uns et les autres, puissent trouver l'envie et la joie de puiser dans les livres les compléments aux sujets traités en classe.

Annonce



Groupe Volontaires Outre-Mer

Nous recherchons un-une :

Comptable - Administrateur/trice à 40-60%

Chargé-e des tâches suivantes, en collaboration étroite avec le groupe de coordination:

- Planification et suivi financier
- Comptabilité jusqu'au bouclement
- Etablissement des comptes et des budgets
- Calcul et paiement des salaires et autres frais
- Suivi des assurances sociales
- Relation avec les envoyés et les coordinations locales sur les questions administratives et financières
- Collaboration étroite avec les membres de la coordination sur d'autres thèmes tels que développement de l'institution, recherche de fonds, préparation des volontaires, etc
- Participation aux rencontres

Nous demandons :

- Expérience dans la coopération internationale, et/ou dans le développement d'ONG ou d'associations
- Pratique administrative et comptable confirmée
- Connaissance des assurances sociales suisses
- Maîtrise dans l'utilisation de monnaies étrangères
- Connaissances en informatique, notamment logiciels comptables, Word, Excel
- Maîtrise du français, excellente compréhension de l'espagnol et de l'allemand
- Aptitude à travailler de manière autonome
- Sensibilité à la problématique du développement et aux rapports Nord-Sud

Nous offrons :

- Une activité très variée avec une grande liberté d'initiative
- Des contacts intéressants avec des personnes et des institutions
- Des conditions de salaire équitables, en rapport avec les moyens d'une ONG
- Travail à domicile

Début de l'engagement:
printemps 2005 ou à convenir.

Les candidatures accompagnées d'une lettre de motivation, d'un CV, de copies de certificats et de références sont à envoyer à :
Martial Chollet
6 rue des Granges, 2300 La Chaux de Fonds

Renseignements : tél : 021 905 20 43



C'est se remettre en question...

Adresses

GVOM:	C. Cécile Hétault, Ch. de la Prairie 9, 1720 Corminbœuf, tél. 026 475 56 14
EIRENE Suisse:	N. et F. Godi-Glatz, Ch. du Franoz 11, 1038 Bercher, tél. 021 887 88 12
Web:	www.gvom.ch - www.eirenesuisse.ch
Abonnements:	4 parutions par an: Frs 16.- Abonnement de soutien au journal: Frs 25.-
	Cotisation annuelle EIRENE Suisse: Frs 50.-
Rédactrices:	B. Faidutti Lueber, N. Godi-Glatz, Cécile Hétault
Ont participé	Textes: C. Hétault, J. Büsser, N. Godi, D. Etcheverri Chollet, J. Strobel, P. Kohli, B. Faidutti Lueber
à ce numéro:	Photos: D. Etcheverri, J. Strobel, P. Kohli, L. Dubois, A. Monard
Imprimerie:	Rapidoffset, Le Locle
Maquette:	A. Monard, La Chaux-de-Fonds

Journal adressé aux membres GVOM et EIRENE ainsi que sur abonnement

Comptes de chèque:	GVOM, CCP Lausanne 10-20968-7
	EIRENE Suisse, CCP La Chaux-de-Fonds 23-5046-2